

Gros embarras au gouvernement après le vote pour le siège saoudien à l'ONU

Le Premier ministre Charles Michel a regretté jeudi à la Chambre le vote de la Belgique en faveur de l'entrée de l'Arabie saoudite dans la commission des droits des femmes de l'ONU. *«Si c'était à refaire, le gouvernement aurait plaidé pour qu'il n'y ait pas le soutien à l'Arabie saoudite, il n'y a aucune ambiguïté là-dessus. J'ai donné des instructions afin qu'à l'avenir l'appréciation politique de ce type de dossier ait lieu au plus haut niveau»,* a-t-il précisé.

L'affaire met le gouvernement dans une posture pour le moins délicate, puisque tous les groupes politiques, y compris ceux de la majorité, ont regretté jeudi le vote de la Belgique. Si le Premier ministre s'en

sort avec un mea culpa en bonne et due forme, l'affaire est plus fâcheuse pour le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR).

Il a réagi hier par voie de communiqué en expliquant qu'il *«n'était pas personnellement au courant de la procédure de vote en cours. Je comprends les réactions et la commotion suscitées. Je regrette vraiment cette situation, et*

L'opposition a appelé Didier Reynders à la démission.

veux tout faire pour l'éviter à l'avenir», a-t-il assuré. Reynders précise encore avoir *«donné instruction aux postes diplomatiques de changer la procédure afin que ces situations soient systématiquement portées à la connaissance personnelle du ministre et du gouvernement».* Le kern de ce vendredi devrait acter cette nouvelle procédure.

Ces précisions n'ont pas pour autant calmé l'opposition où on a pu entendre des appels à la démission. *«On ne peut pas se contenter de regrets, il y a un temps pour les responsabilités»,* a fait savoir Olivier Maingain (DéFI). La chef de groupe cdH, Catherine Fonck, a pour sa part qualifié d'*«inaudibles»* les explications du ministre Reynders. **LIRE EN PAGE 6**

Charles Michel «regrette» le soutien belge aux Saoudiens à l'ONU

Le Premier ministre a tenté d'expliquer devant des députés médusés le feu vert belge à l'entrée de l'Arabie saoudite dans la commission de l'ONU pour les droits de la femme.

MAXIME DUMOULIN (ST.)

Le Premier ministre Charles Michel a subi un feu nourri de la part des députés, majorité et opposition confondues, hier à la Chambre. Il devait en effet répondre aux questions des députés, médusés par la prise de position favorable de la Belgique concernant l'entrée de l'Arabie saoudite dans la commission des Nations Unies pour les droits de la femme. Pour Charles Michel, les choses sont claires: *«Si c'était à refaire et que nous avons pu avoir une appréciation politique au niveau du gouvernement, j'aurais plaidé contre un vote favorable. Il n'y a aucune ambiguïté à ce sujet.»*

Michel a défendu les diplomates belges en clamant qu'il n'y a eu *«que*

quelques heures entre le moment où le ministère des Affaires étrangères a été mis au courant du vote, et le moment où il a fallu voter.»

Une réponse qui a donné lieu à

une certaine stupéfaction. *«Vous dites qu'il n'y a eu que deux heures pour prendre une décision, mais de combien d'heures avez-vous besoin pour comprendre que les femmes n'ont aucun droit en Arabie saoudite? De combien d'heures avez-vous besoin*

pour comprendre qu'elles s'y font lapider dans la rue? De combien d'heures avez-vous besoin pour comprendre que vous êtes contre tout cela? Il me suffit d'une seconde. Votre réponse me déçoit», s'est énervée Meryame Kitir, chef de groupe sp.a.

Didier Reynders pas au courant

La veille, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders (MR) avait assuré qu'il n'était *«pas au courant de la question d'un vote».* Il avait par ailleurs invoqué qu'*«au sein des Nations unies, il faut débattre avec tout le monde et le dialogue doit rester possible avec chacun».* De son côté, le vice-Premier Alexander De Croo (Open Vld) avait laissé entendre que le siège occupé par l'Arabie saoudite pourrait être *«une opportunité de les mettre face à la réalité».* Des propos qualifiés d'*«illusions»*,

par le député Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): *«L'Arabie saoudite ne va rien faire, mis à part torpiller les travaux de la commission.»*

Face au mécontentement des députés, Didier Reynders a une nouvelle fois réagi hier, par voie de communiqué, en expliquant qu'il *«n'était pas personnellement au courant de la procédure de vote en cours. Je comprends les réactions et la commotion suscitées. Je regrette vraiment cette situation, et veux tout faire pour l'éviter à l'avenir»,* a-t-il assuré.

Reynders précise encore avoir *«donné instruction aux postes diplomatiques pour changer la procédure afin que ces situations soient systématiquement portées à la connaissance personnelle du ministre et du gouvernement».* Le gouvernement devrait acter cette procédure ce vendredi.

Ces précisions n'ont pas pour autant calmé l'opposition où on a entendu des appels à la démission. *«On ne peut pas se contenter de regrets, il y a un temps pour les responsabilités»,* a fait savoir Olivier Maingain (DéFI). La chef de groupe cdH, Catherine Fonck, a pour sa part qualifié d'*«inaudibles»* les explications du ministre.